



Article scientifique

Article

2014

Accepted version

Open Access

This is an author manuscript post-peer-reviewing (accepted version) of the original publication. The layout of the published version may differ .

Du traitement journalistique des acteurs politiques dans le Grand Journal

Amey, Patrick

How to cite

AMEY, Patrick. Du traitement journalistique des acteurs politiques dans le Grand Journal. In: Questions de communication, 2014, n° 24, p. 61–76.

This publication URL: <https://archive-ouverte.unige.ch/unige:79897>

AMEY Patrick (2014) « [Du traitement journalistique des acteurs politiques dans le Grand Journal](#) », *Questions de communication*, 24, 61-76.

Patrick Amey
Maître de recherche et d'enseignement
Université de Genève
Medi@lab
patrick.amey@unige.ch

Résumé :

Cet article examine comment *Le Grand Journal* (Canal+, 2004-), à travers son dispositif (fragmentation en rubriques, séquences de questions-réponses, reprises citationnelles), met en scène « la » politique et les acteurs politiques. Quand bien même il se présente comme une émission d'info-divertissement, *Le Grand Journal* est parvenu, depuis presque une décennie, à accueillir sur son plateau les ténors de la scène politique française. Ayant donné lieu à ce jour à peu de recherches, l'émission de Michel Denisot est pourtant symptomatique de l'évolution d'émissions « tout-terrain » qui misent sur une hétérogénéité discursive, sur l'alternance de registres de parole (critique, ludique, ironique), et sur la performance actorielle conjointe des journalistes et des politiques.

Prenant appui sur un échantillon d'émissions diffusées durant la saison 2008-2009, il s'agira de montrer quels sont les cadrages préconisés et comment est mobilisé un jeu de figuration dans les rubriques *La Petite Question*, *Le Petit Journal* et lors des séquences d'interview des invités politiques. On montrera que *Le Grand Journal*, à travers la posture adoptée par les journalistes, est sous-tendu par des lectures critiques et disqualifiantes de « la » politique. Les résultats interrogent alors plus largement sur les perceptions défiantes de la politique que l'info-divertissement peut induire ou entretenir chez les jeunes et les publics populaires.

Mots-clés : politique, dispositif, registre discursif, journalisme, divertissement, information

Dans le paysage audiovisuel français, où, depuis les années 2000, s'observe une montée en puissance (cf. Le Foulgoc, 2003) d'émissions conversationnelles qualifiées parfois d'«*infotainment*», il n'est pas indifférent d'examiner comment ces émissions rendent de plus en plus ténues les frontières entre information politique et divertissement, transformant les modalités d'investissement (en termes de jeu de figuration notamment) des acteurs politiques sur les scènes télévisuelles.

Si les premiers talk-shows «*people*» programmés dès le début des années 2000 (*Tout le monde en parle*, France 2 : 1998-2006, *On ne peut pas plaire à tout le monde*, France 3 : 2000-2006) privilégiaient une «*parole ornementale*» (Lochard et Soulages, 2003 : 82) où «*la*» politique était quelque peu diluée dans un cadrage à dominante récréative, les acteurs politiques y étant souvent brocardés ou ironisés, le lancement, dès 2004 sur Canal+, du *Grand Journal* (désormais *LGJ*), a marqué un renouveau du *talk-show* «*à la française*». En effet, dès la première année de sa diffusion, *LGJ* a rompu avec le principe de mixité identitaire, qui consistait à inviter sur un même plateau des vedettes du *show-business* et des acteurs politiques: scindée en deux parties¹, l'émission de Michel Denisot confère une certaine autonomie à des séquences d'échanges dont la vocation argumentative est manifeste (chroniques, interview), tout en pérennisant, par une succession de rubriques, un registre de parole parodique et ludique (*Les Guignols de l'info*). Mais, certaines rubriques (*La Petite Question* ou *Le Petit Journal*, devenue émission à part entière en 2011) ont, sous leurs apparentes visées divertissantes, des effets de cadrage du jeu politique, qu'il s'agirait d'examiner.

¹ Diffusée quotidiennement en *access prime time*, *LGJ* se déroule en deux parties d'une quarantaine de minutes chacune (19h05-19h50 et 20h10-20h50), la première consacrée à l'actualité politique, la seconde à l'actualité artistique.

Ensuite, la posture des journalistes et animateurs dans *LGJ* mérite d'être signalée: ni trublions (cf. Laurent Baffie dans *Tout le monde en parle* ou Guy Carlier dans *On ne peut pas plaire à tout le monde*), ni arbitres ou modérateurs (cf. émissions politiques), certains des journalistes (Jean-Michel Aphantie notamment) incarnent une figure d'expertise (commentaires, évaluations), tout en demeurant complices de la visée récréative et du ton décalé préconisé par l'émission, de telle sorte, que dans *LGJ*, le « contrat de sérieux » (Charaudeau : 1983 :127) est tantôt présent, tantôt suspendu, selon les rubriques ou séquences.

Depuis son lancement en 2004, *LGJ* a modifié au fil des saisons la composition de l'équipe de journalistes et animateurs présente sur le plateau², mais au final, l'espace de parole dévolu à la politique s'est maintenu (l'interview et *la chronique de Jean-Michel Aphantie*), puisque l'interview de 1^{ère} partie d'émission s'est instituée – et notre analyse le montrera plus loin –, comme « la » scène prestigieuse pour Canal+, où les politiques se doivent d'être présents, hors campagne ou non. Il faut rappeler à cet égard, que lors de la campagne présidentielle de 2012, et notamment entre le 9 et le 19 avril 2012, dix des candidats à l'élection présidentielle se sont rendus sur le plateau de Michel Denisot.

Dans cette contribution, on rendra compte dans quelle mesure les dispositifs du *GJ* sont porteurs d'une lecture de « la » politique, qui se présente comme une alternative légitimante aux formes de railleries et de déstabilisation qui furent en vigueur par exemple dans *Tout le monde en parle* ou *On ne peut pas plaire à tout le monde*. On présume que le dispositif du *GJ* est porteur d'enjeux symboliques inhérents à la mise en représentation de la politique. En ce sens, le jeu de figuration et les images (*ethos*) positives de soi que les invités politiques essaient de donner d'eux-mêmes sont cruciaux, notamment pour faire fructifier ou entretenir

² Les présentatrices de la rubrique météo (Louise Bourgoïn, Charlotte Le Bon, etc.) changent ainsi au gré des saisons.

leurs capitaux initiaux de sympathie et de notoriété. Symptomatique de l'hétérogénéité des configurations discursives au sein d'un espace de parole moins homogène qu'il n'y paraît au premier abord, *LGJ* présente une série de spécificités, notamment énonciatives, qui situent cette émission en phase avec un cadrage plutôt critique, voire désabusé du jeu politique.

Se pose alors la question de savoir comment opère la mise en représentation de la politique en vigueur dans *LGJ* et comment cette émission cadre le jeu politique ? L'hypothèse soutenue est que l'alternance de ces deux postures énonciatives favorise une lecture critique et défiante de la politique, et que cette lecture, sous-tendue par un dispositif télévisuel contraignant, rend saillants les *cadres d'interprétation* (Gamson, 1992 ; Iyengar, 1991) à partir desquels les publics sont sollicités à apprécier les actions et la personnalité des acteurs politiques.

On portera d'abord une attention particulière aux logiques de recrutement des invités, en repérant les fonctions occupées par les élus politiques invités dans la première partie du *Grand Journal*. Ensuite, on se focalisera sur les registres qu'impose *LGJ* au travers de certaines de ses rubriques (*Le Petit Journal*, *La Petite Question*), prenant notamment appui sur un champ notionnel emprunté aux travaux de Goffman, pour déceler le jeu de figuration à l'œuvre dans ces rubriques. Quant au corpus d'analyse, il a été constitué de trois émissions du *GJ* diffusées lors du mois d'avril 2009 (2.4.2009 avec Jean-Pierre Raffarin ; 7.4.2009 avec Bernard Kouchner) et de trois émissions diffusées entre la fin du dernier trimestre 2009 et le premier trimestre 2010 (24.11.2009 avec Rachida Dati, 12.1.2010 avec Fadel Amara et le 14.1.2010 avec Patrick Balkani).

Structuration et visées du *Grand Journal*

Privilégiant un « *format de production intermédiaires et mixte* » (Antona, 1998 : 190), *LGJ* est fragmenté en plusieurs rubriques. Conçue comme une alternative aux émissions

d'information des chaînes généralistes concurrentes, cette émission s'inscrit en phase avec l'identité de la chaîne, au sens où Canal+ cultive depuis de nombreuses années un ton iconoclaste, legs de *Nulle part ailleurs* (Canal+ : 1987-2001). Historiquement, il faut rappeler que la parodie et la dérision (*Le Vrai Journal*, *CANAL International*) constituent la valeur ajoutée de Canal+. En se mettant à distance de la rhétorique usuelle en vigueur dans le journalisme politique classique (Leroux, 2001), cette chaîne privée convoque la complicité d'un téléspectateur présumé partager les codes de décryptage des mises en scène de la politique.

LGJ s'inscrit en outre dans une logique de *contre-programmation*, et peut, sur un même créneau horaire, d'une part opposer aux jeux et aux *talk-show* des chaînes concurrentes une interview politique (en première partie), et d'autre part concurrencer en deuxième partie les journaux des grandes chaînes généralistes (notamment TF1, chaîne repoussoir, et France 2) en proposant les *Guignols de l'info* et des interviews d'acteurs du monde des spectacles (chanteurs, comédiens, humoristes) venus promouvoir leur actualité artistique.

Toutefois, la diffusion en clair dès 19h 00 de ce *talk-show* permet à Canal+ de viser un public plus large, expliquant en partie pourquoi cette émission se construit à partir d'une forte fragmentation, d'une multiplicité de registres (humoristique, parodique, critique) et autour de l'invitation d'acteurs issus tant du monde du *show-business* que de la sphère politique. De fait, malgré ses parts d'audience plutôt modestes (oscillant entre 7% et 8% en 2010³), *Le Grand Journal* est parvenu en cinq ans à doubler le nombre de ses téléspectateurs (de 4% en 2004 à 8% en 2009) et se présente comme une alternative aux émissions politiques, notamment pour des téléspectateurs rétifs à s'exposer aux journaux télévisés ou peu familiers avec les codes et la rhétorique des émissions politiques.

³ Cf. Médiamat, Rapport annuel 2010.

Même si elle est moins portée vers la facétie que *Nulle part ailleurs* ou moins irrévérencieuse que le *Vrai Journal*, – les deux émissions de Canal+ qui l’ont précédée sur le même créneau horaire –, *LGJ* ne cultive pourtant pas la déférence à l’égard du personnel politique : elle privilégie plutôt des formes de disqualification du jeu politique qui reposent sur l’utilisation d’images d’archive, de reprises d’articles de presse, de citations, ou encore de résultats de sondages. En fait, ce *talk-show* se situe à cheval entre une distanciation parodique et humoristique de l’actualité (les chroniques de Yann Barthez ou de Bruno Donnet) et une expertise journalistique (celle notamment de Jean-Michel Apathie, éditorialiste et chef du service politique de *RTL*), absente des premiers *talk-shows* programmés au début des années 2000.

LGJ peut en outre être rapproché de certains *talk-shows* nord-américains, notamment du *Daily Show*, au sein duquel un traitement humoristique des politiciens (le portrait ironisant) est privilégié au détriment d’un traitement plus « sérieux » de l’actualité. Il a été montré à cet égard que ce type d’émission a pour incidence de favoriser des lectures cyniques et sarcastiques de la politique (Baumgartner et Morris, 2006), particulièrement auprès des jeunes (les « 18-29 ans »). De façon analogue, dans *LGJ*, le rythme soutenu, les performances d’acteurs des chroniqueurs (ex. : la rubrique Météo décalée et sur-jouée par Charlotte Le Bon) et la multiplication des rubriques traduisent une volonté de l’instance télévisuelle d’agréger des audiences soumises à la tentation du *zapping*. En cela, ce type d’émission d’info-divertissement s’inscrit dans le prolongement d’une stratégie de mise en contact avec les téléspectateurs « jeunes » et, plus généralement, avec ceux qui sont familiers des pratiques délinéarisées de consommation des contenus télévisuels (*catch up*).

La composition des invités politiques dans *LGJ*

Si comme l'a montré De Foulgoc (2009), certains politiques sont absents des plateaux des émissions d'info-divertissement (ex. : Jean-Marie Le Pen, Philippe De Villiers), d'autres sont en revanche régulièrement invités (ex. : Jack Lang, Olivier Besancenot). On rappellera ainsi que le degré de visibilité des acteurs politiques sur un plateau résulte de paramètres à la fois conjoncturels et structurels: ainsi, la saillance d'une actualité impliquant un Ministère (grève, mouvement social, réforme), les stratégies individuelles des acteurs politiques (acceptations vs. refus répétés d'une invitation), les relations nouées par ces derniers avec l'instance de production ou encore leur capital médiatique (la réputation, les aptitudes communicationnelles) sont autant de raisons susceptibles d'expliquer la surreprésentation de certains d'entre eux dans un *talk-show*.

Dans les faits, pour un acteur politique, se rendre dans une émission comme *LGJ* comporte un indéniable risque en termes de mise en danger de sa face et de perte de capital politique, alors qu'en contrepartie, il peut tirer des bénéfices (notoriété, popularité) de son passage à l'antenne. Cette variable du « *degré de mise en danger des invités politiques* », pointée par Neveu (2003 :109) au sujet des *talk-shows* apparus dans les années 2000, conditionne en grande partie la présence ou l'absence d'invités politiques de premier rang. L'une des spécificités du *GJ* est alors justement de solliciter la présence d'un personnel politique de « premier rang » directement impliqué par l'agenda politique, parvenant ainsi à institutionnaliser sa scène de parole. On peut ainsi rendre compte de la distribution respective du personnel politique sur les plateaux du *GJ*, afin de montrer quelles sont les logiques de recrutement des invités qui prévalent dans cette émission.

Tableau 1 : Le personnel politique invité dans *Le Grand Journal*

	<i>Le Grand Journal</i> (1 ^{ère} partie) mars 2008-mars 2009 (n=161)
Ministres et Secrétaires d'État	42 (37,2%)
Opposition	41 (36,2%)
Ex-Ministres et ex-chefs de partis	13 (11,5%)
Autres	16 (14,6%)
Total Politiques	113 (70,2%)

D'abord, la première partie du *GJ*, entièrement consacrée à l'actualité politique du jour, prédispose tout particulièrement le personnel politique à accepter une invitation (sept invités sur dix sont hommes ou femmes politiques). On est ici loin par exemple de la dissémination de la parole des acteurs politiques qui était en vigueur sur le plateau de *Tout le monde en parle* (4% de politiques parmi l'ensemble des invités, cf. Leroux et Riutort, 2012). Alors que l'émission de Thierry Ardisson privilégiait l'invitation de personnalités politiques atypiques et/ou ayant un statut de « bons clients »⁴ – appartenant aussi le plus souvent à l'opposition –, *LGJ* est parvenu à s'attacher la présence de ceux qui sont sur « le devant » de la scène politique nationale.

Ensuite, sur la période allant de mars 2008 à mars 2009, pas moins d'une personnalité politique sur trois (37,2%) invitée en première partie d'émission était Ministre ou Secrétaire d'État. Certes, on est encore éloigné de la situation des émissions politiques des années 1980,

⁴ La verve et les emballements d'Arlette Laguiller, le franc-parler et la bonhomie de Claude Allègre, les attaques récurrentes d'Olivier Besancenot contre le patronat, ou encore la posture hétérodoxe de Nicolas Dupont-Aignan en rupture avec son parti (UMP), autant de traits personnels ou statutaires qui renforçaient, à l'époque, le potentiel d'attractivité de ces politiques sur le plateau de *Tout le monde en parle*.

notamment de *L'heure de vérité* où, comme l'a montré Darras (1995 : 184), près de 90% des invités étaient membres du gouvernement ou hommes politiques de « premier rang ». Cependant, au regard de la diffusion mensuelle de *L'heure de vérité*, celle quotidienne du *GJ* conforte l'idée que cette dernière émission s'impose comme la scène télévisuelle incontournable pour des politiques qui ont l'occasion de réagir et de commenter « à chaud » l'actualité politique : dit autrement, c'est en grande partie la variable « capital politique » et le suivi de l'agenda qui conditionnent les logiques de recrutement des invités politiques. Enfin, *LGJ* est un espace de médiation qui respecte une certaine égalité d'accès à la parole pour les politiciens des deux camps, puisque autant d'élus de l'opposition que de membres du gouvernement ont été invités dans la première partie de l'émission. C'est alors l'agenda politique et social qui semble dicter les motifs d'invitation du personnel politique : à titre d'exemple, sept ministres furent invités au *GJ* entre le 3 février et le 25 mars 2009, à une période où les mouvements de contestation de la réforme universitaire et la crise sociale liée aux licenciements massifs dans certaines entreprises étaient à l'ordre du jour des principaux JT des chaînes généralistes.

Reste que la présence des politiques doit encore être mise en perspective avec la configuration plus générale des invités en présence. Dans *LGJ*, le personnel politique apparaît en première partie de l'émission, mais est rejoint cependant par un autre invité pendant l'émission. La mise en présence d'un élu et de personnalités du *show-business* n'a pourtant pas cours, comme c'était le cas par exemple dans *Tout le monde en parle*. Dans les faits, ces duos d'invités sont sélectionnés afin de rendre saillantes des dissymétries identitaires et de rendre saillants des « *positionnements énonciatifs* » (Amey, 2009) dissemblables. C'est le cas par exemple lorsque l'invité politique est mis en présence avec un acteur de la société civile ou un témoin sollicité à narrer une expérience vécue. Dans ce cas de figure, le témoin et l'invité politique n'énoncent pas depuis le même lieu d'énonciation, ne bénéficient pas des

mêmes ressources (l'authenticité et l'émotion du témoignage vs. l'expertise politique « rationnelle »).

De même, mettre en présence Valérie Giscard d'Estaing, personnification de l'ancienne génération d'Énarques, avec Rama Yade (20.1.2009), chargée des Affaires étrangères et des droits de l'homme à l'époque, participe de ces mêmes effets de contraste qui ont partie liée cette fois à l'appartenance générationnelle de ces deux acteurs politiques. Enfin, inviter sur le même plateau Bernard Kouchner et Bruno Julliard (7.4.2009) procède d'une logique similaire, puisqu'il s'agit d'opposer un ministre du gouvernement actuel, mais ancien ministre au sein des gouvernements socialistes, et un jeune membre actuel du PS. Dans tous les cas, ces duos prisés par la production du *GJ* participent d'une intentionnalité manifeste : inscrire l'invité politique dans un « *format de production* » (Goffman, 1981 : 9) dont il n'a pas la maîtrise, le contraindre à composer avec un invité tiers et une équipe d'animateurs-journalistes prête à lui apporter la contradiction.

La mise en scène du *Grand Journal*

LGJ présente tout de même des traits qui le rapprochent d'autres déclinaisons de *talk-shows*, notamment de *Tout le monde en parle* et d'*On n'est pas couché*. Il faut relever sa double visée divertissante et informative qu'on retrouve à des degrés divers dans certains *talk-shows* de fin de soirée, le dispositif de plateau, puisque on y trouve tour à tour la présence d'un public-plateau acclamatif (applaudir, huer) plutôt « jeune » et disposé en arrière-plan des invités, des *jingles* sonore ou musiques d'accompagnement, et enfin la position centrale, légèrement excentrée d'un animateur-journaliste (Michel Denisot). En revanche, *LGJ* intègre des animateurs-journalistes présents durant toute la première partie de l'émission (Jean-Michel Apathie, Ariane Massenet) et des journalistes-« *performeurs* », qui

entrent et sortent par les coulisses afin de présenter une rubrique (Yann Barthès pour le *Petit Journal*, la présentatrice de la rubrique météo). En fait, la composition de cette équipe est marquée par l'éclectisme des profils, avec une combinaison de journalistes chevronnés (Michel Denisot et Jean-Michel Aphantie) et de journalistes plus jeunes (Ali Baddou, Ariane Massenet ou encore, depuis 2008, Mouloud Achour, transfuge de *MTV*), fruit d'une stratégie de positionnement d'une émission qui entend fédérer un large spectre d'audience, en adéquation avec son heure de diffusion.

À y regarder de plus près, le dispositif de plateau du *GJ* comporte d'autres spécificités. D'abord un *dispositif frontal* qui oppose les invités et l'équipe d'animateurs, et rend compte d'une grammaire des distances interindividuelles : une telle disposition proxémique et posturale s'inscrit en contrepoint des dispositifs rassembleurs où prévaut un « *principe de concentricité* » (Nel, 1990 : 100), adopté par exemple dans *TMP* ou *OPC*. De fait, le « vis-à-vis » mis en place par *LGJ* convoque davantage des « *distances sociales* » que « *personnelles* » (Hall, 1984), permettant de tenir compte du différentiel statutaire entre les protagonistes (invités vs. équipe d'animateurs-journalistes) : il ne se prête pas aux *logiques de proximation* en vigueur d'habitude dans les *talk-shows people* et préfigure les échanges plus argumentés entre les journalistes et les élus, notamment lors de la séquence d'interview.

Ensuite, une seconde spécificité du *GJ* tient à la présence d'un écran géant disposé en arrière-plan. L'usage de cette interface technologique autorise la mise en connexion de l'espace plateau avec des séquences extraites de l'actualité filmée. Il participe d'un *dispositif de polyphonie énonciative* par lequel une pluralité de voix, d'extraits de discours d'élus politiques, d'images et de citations reprises de la presse quotidienne confèrent au *GJ* son fort ancrage intertextuel. À la différence des émissions politiques classiques, mais aussi des *talk-shows* de seconde partie de soirée, *LGJ* rompt de façon plus consistante avec le principe d'unité de lieu et d'action. Les rubriques dont on va parler à présent facilitent la transition

d'un registre discursif à un autre : elles assignent une posture actorielle aux journalistes et placent l'invité politique tantôt au centre du dispositif (l'interview, *La Petite Question*), tantôt à sa périphérie, lui faisant adopter une posture de « spectateur amusé » (*Le Petit Journal*, *La Météo*).

Le registre ironico-critique : *La Petite Question*

Caractéristique de la pluralité des voix audibles dans *LGJ*, la rubrique *La Petite Question* de Brunot Donnet repose sur des séquences filmiques, montées et commentées en *voix-off*. Destinée à déstabiliser l'invité politique présent sur le plateau, cette rubrique rapporte des déclarations et montre des images de ses apparitions publiques, le soumettant aussi à une question rhétorique finale. Mais à la différence du *Petit Journal*, s'y ajoutent aussi des inserts (ex. : inscrire dans le montage un énoncé d'un extrait d'interview d'autres personnalités) qui, sous le mode de la reprise citationnelle, décontextualisent ces extraits. *La Petite Question* révèle alors principalement des incongruités ou des contradictions entre les dires et les actions des invités politiques, voire des incohérences entre leur positionnement sur l'échiquier politique et leur cursus politique.

A titre d'illustration, lorsque s'adressant à Rachida Dati, suspectée d'avoir soigné son image publique lors d'un déplacement à Bagdad, la *voix off* de Brunot Donnet demande : « *Pourriez-vous nous expliquer ce qui oppose, en Irak, les chiites au sunnites* », se joue à l'évidence une tentative de déstabilisation de la députée européenne ; celle qui consiste à souligner son incompetence ou à tout le moins sa faible maîtrise de ses dossiers. Il y va ici de l'enjeu qui consiste à lui attribuer une « place en porte-à-faux » en lui récusant le « rapport à la complétude » (Flahault, 1978 : 97) auquel, en vertu de ses fonctions politiques, elle peut prétendre. Dans la même veine, il est demandé à Bernard Kouchner (7.4.2009) si son poste

aux « *Affaires étrangères au sein du gouvernement du Président Sarkozy est compatible avec son ancrage à gauche* » ?, alors qu'Olivier Besancenot (6.4.2009) est placé devant une apparente contradiction, suite à l'interdiction qui lui fut signifiée de manifester lors du sommet de l'OTAN :

« *Vous voulez tout péter et appelez à la révolution et vous voudriez qu'on vous laisse manifester (...) Peut-on alors selon vous faire des omelettes sans casser des yeux ?* ».

Le ton « décalé » sous-tendu par le relâchement dans le registre de la langue et l'exploitation de procédés rhétoriques, par exemple l'ironie par antiphrase, sont destinés à mettre en demeure l'élu politique et à générer des effets de déstabilisation dans le contexte d'un tournage en direct⁵. De la sorte, *La Petite Question* a valeur d'épreuve rituelle pour l'invité politique, non pas tant par la pertinence de la question posée, que par le fait que cette rubrique est un indicateur de l'aptitude de l'invité politique à gérer des « attaques » personnelles et à se conformer aux dispositions positivement valorisées dans un tel *talk-show* (humour, autodérision). Confronté à ces offensives, l'invité politique est alors contraint soit à manifester de l'amusement, voire de l'ironie (ex. : François Bayrou : « *c'est une question drôle, maline, fine* »), soit à verser dans le dialogisme en réfutant ou contestant les propos tenus (ex. : Fadel Amara : « *Dans le reportage, il y a quelque chose qui m'agace (...)* »). Dès lors, aux mises en péril de la face de l'élu, fondées sur des disqualifications sarcastiques portant sur des attributs personnels ou physiques (arguments *ad personam*) et qu'on observait par exemple dans *Tout le monde en parle*, se substituent ici des arguments *ad hominem*, par lesquels les appartenances à un camp politique, les relations de co-sanguinité « suspectes »

⁵ La première partie du *GJ* est toujours filmée en direct.

avec d'autres élus ou encore les apparentes incongruités, voire les contradictions entre des discours et des actes sont mises en avant.

Le registre ironico-parodique : *Le Petit Journal*

Présentée par Yann Barthès, figure appréciée (par les jeunes notamment) du journaliste un brin moqueur et désinvolte, *Le Petit Journal* se fonde essentiellement sur un registre parodique en prenant notamment pour cible le personnel politique, dont il révèle les ratés interactionnels et les incongruités (tics, impairs, flagornerie) lors de leurs apparitions publiques. Cette rubrique, devenue une émission en soi lors de la saison 2012, traite de l'actualité des célébrités du *show-business* et des personnalités politiques, dont les apparitions médiatisées sont soumises à un regard amusé, empreint de dérision et de moquerie. Si *Le Petit Journal* emprunte alors en partie aux codes du « *people* », c'est cependant pour mieux les parodier. De fait, les saynètes sur lesquelles repose cette rubrique se conçoivent comme un discours de *genre second* qui opère un « *réinvestissement parodique d'un texte afin notamment de disqualifier l'autorité du texte ou du genre source* » (Gresillon et Maingueneau, 1984 :114). Cette posture journalistique ouvre alors la voie à des lectures d'images qui privilégient le recours à des plans arrêtés, à des ralentis ou à des gros plans, conférant à l'image un prétendu pouvoir performatif (la « *preuve par l'image* »). Ces séquences se donnent alors à lire comme autant d'énoncés clos et sui-référentiels, dont l'efficacité rhétorique réside dans le fait qu'une fois montrées, elles n'appellent aucune glose ou réfutation.

Illustrative d'un journalisme s'attachant aux symptômes et aux signes du paraître en public, cette rubrique porte le regard du téléspectateur sur des indices visuels (mimiques, postures) aptes à susciter un comique de situation. Le plus souvent anecdotiques, ces images sont

parfois compromettantes, dès lors qu'elles s'accompagnent d'un usage d'enregistrements *off the record*, où les politiques sont surpris en « flagrant délit » d'apartés ou de relâchements langagiers. A l'exemple, cette séquence, passée à la postérité depuis, dans laquelle Rachida Dati, en pleine séance parlementaire européenne, et oubliant la présence d'un micro-cravate, déclare à une amie sur son téléphone portable:

« Je n'en peux plus, j'en n'en plus (...). Je suis obligée de rester là, de faire la maligne, parce qu'il y a juste un peu de presse et d'autre part il y a l'élection de Barroso ».

Si dans cet extrait, le désinvestissement pour la chose publique manifesté par la députée européenne prête à sourire, d'autres formes de révélations d'actes traduisant une attitude cynique ou à un opportunisme de la part des acteurs politiques, sont parfois aussi à l'ordre du jour. Moins dénoncées qu'ironisées, ces révélations, à force de répétitions, ne donnent pas une image valorisée du jeu politique, comme c'est le cas par exemple dans cette autre séquence où l'on voit et entend Bernard Kouchner dire en aparté à Claude Allègre :

« Tu es de gauche toi maintenant ? Est-ce qu'il (le président Sarkozy) va te filer quelque chose ? Toi tu ne demandes rien, d'autant qu'il va te le donner ».

Ces intrusions journalistiques dans le « territoire du moi » (Goffman, 1974 : 43 sqq.) sont autant d'atteintes aux « réserves d'informations » (*idem*) que l'acteur politique entend contrôler lorsqu'il est en présence des caméras : elles permettent à l'énonciateur journalistique d'afficher ses distances avec un journalisme de complaisance, que certains, officiant par le passé sur la même chaîne (Karl Zéro notamment), reprochaient volontiers aux journalistes politiques des chaînes concurrentes. Outre ces intrusions dans les coulisses du pouvoir, *Le*

Petit Journal rend aussi compte des impairs de la communication politique, ceux commis dans des situations où en présence de journalistes, les acteurs politiques entendent avoir un contrôle sur leur image publique. L'ironie de Yann Barthès porte alors volontiers sur l'inauthenticité, voire le ridicule d'acteurs politiques exerçant avec maladresse l'art, présumé trompeur, du *paraître en public*: y sont brocardés notamment les itinéraires programmés des politiques, leur figuration ostentatoire ou encore leurs recherches de poses avantageuses lors des photographies officielles. De la sorte, *Le Petit Journal* parvient à concilier le ton irrévérencieux de Canal+ avec une déclinaison *peopolisante* d'une émission conçue aussi comme un « divertissement politique », qui mise sur une personnalisation moqueuse de la politique et participe, ce faisant, d'une *décérémonialisation* du jeu politique, à laquelle adhèrent d'ailleurs volontiers les invités politiques⁶.

Au travers de la révélation des « ratés » ou des travers des apparitions publiques des élus politiques, ce sont bien les activités de figuration et de mise en scène de soi, saisies au prisme du regard des caméras ou parfois des micros (*l'off the record*), qu'exploite *Le Petit Journal* : ces situations, où la « tenue » et la « déférence » (Goffman, 1974 : 43 sqq.) sont mises en cause, ont alors un fort potentiel de reprise médiatique (un dialogisme « inter-médiatique »), puisque qu'elles se donnent à voir par la suite tant sur le site du *Grand Journal* que sur les sites de partage en ligne de clips vidéo (*YouTube*, *Dailymotion*). Il y va alors de la volonté de Canal+ de thésauriser le filon *people* et d'agréger des audiences composites (les jeunes internautes notamment), tout en se distanciant de la logique d'exhibition et de

⁶ C'est par exemple le cas dans une suite d'extraits montrant Jean-Louis Borloo (31.3.2009) multipliant les demandes de cafés lors d'une conférence de presse et qui conduit le Ministre à préciser sur le plateau en fin de rubrique : « *D'habitude, on me brocarde pour autre chose* » (sous-entendu pour sa consommation d'alcool).

révélation des scandales privilégiée par les émissions *tabloïds* des chaînes concurrentes (cf. notamment *50 min inside*, TF1 : 2007-).

L'usage d'un registre ironique et parodique, par lequel le média télévisuel se réfère à lui-même et à son propre discours participe plus généralement de l'identité de chaîne de Canal+ (voir par le passé le *Vrai Journal* de Karl Zéro, Canal+, 1996-2006, ou le succès pérenne des *Guignols de l'info*). Ce registre parodique n'est pas sans conséquence sur la façon dont les invités sont appelés à négocier ce type de prestation télévisuelle. Certes, l'accommodation des politiques à l'atmosphère apparemment « bon enfant » régnant sur le plateau du *GJ* – qui n'empêche pas, on le verra plus loin, des séquences plus contradictoires et menaçantes pour la face des invités – n'est pas une nouveauté⁷. Moins courants en revanche sont ces changements de « *positions* » (*footing*) sollicités par l'instance télévisuelle, qu'il faut entendre comme des modifications de la place ou de l'identité à partir de laquelle s'exprime un locuteur dans un *cadre participatif* donné (Goffman, *op. cit.* : 156 sqq.). Au-delà de ses compétences communicationnelles et de son aptitude à laisser transparaître une sincérité dans son propos, l'invité politique doit alors surtout être en mesure de s'adapter à ces alternances de registres discursifs (ludique, parodique, critique et argumentatif) qui font partie des règles du jeu de l'émission. De la sorte, si dans *LGJ*, les invités politiques paraissent insuffisamment « pris au sérieux » pour générer un discours de la dénonciation (Boltanski, Darré et Schiltz, 1984), comme ce fut par exemple le cas dans les forums et débats des années 1990 (ex : *Médiations*, TF1 : 1987-1992, *L'hebdo*, Canal+ : 1994-1997), ils doivent en

⁷ Valéry Giscard d'Estaing et son interprétation à l'accordéon avait déjà fait « jurisprudence » dans l'espace télévisuel français, alors qu'on se souvient qu'Yves Mouroussi, dans les trois éditions de « *Ça nous intéresse, Monsieur le Président* » (TF1 : 1984-1985), avait ouvert la voie à des formes de familiarité entretenues à l'époque avec François Mitterand.

revanche être en mesure de saisir à quel moment (*kairos*) il s'agit pour eux de ne pas se « prendre au sérieux » afin de satisfaire aux attendus d'une rubrique récréative.

Le registre critique : l'interview de l'invité politique

Le Grand Journal ne se construit pas sur le seul registre parodique ou ironique. Les échanges d'arguments et le registre critique y jouent un rôle important. C'est le cas lors de la séquence d'interview politique, au cours de laquelle l'invité politique est confronté aux questions croisées de l'équipe d'animateurs-journalistes ou encore lors des chroniques et commentaires de l'actualité. Journaliste confirmé (éditorialiste et chef du service politique de *RTL*), Jean-Michel Apathie fait partie – au même titre qu'Eric Zemmour par exemple –, de ces journalistes qui privilégient le franc parler et n'entendent pas épargner les politiques lors des interviews : il confère une légitimité journalistique et une expertise politique aux échanges et mène ce jeu de questions apparentées à autant d'actes de langage indirects qui le conduisent à évaluer, juger, voire à mettre en demeure l'invité politique du jour. Ainsi, à titre d'exemple, après le visionnement d'une séquence filmique où le Président Sarkozy affirmait que « *Tout s'est bien passé au G8* », Michel Denisot, intercesseur autoproclamé du public, interroge Jean-Pierre Raffarin (2.4.2009) : « *Qu'est-ce ça va changer dans nos vies ?* ». Prenant le relais, Jean-Michel Apathie pose à son tour une question nettement moins consensuelle :

« Ils (les leaders des gouvernements du G8) ont trouvé 5000 milliards de dollars, expliquez-nous d'où ça sort ?, car c'est l'épargne des chinois qui paie la dette des américains ».

L'invité politique est alors amené soit à réfuter le propos ou à se justifier (un acte, une position), soit à s'expliquer dans un contexte où les incises et interruptions des journalistes sont constitutives de la mécanique interlocutive. En cela, l'invité politique n'est pas toujours la personne directement référée par l'énonciation journalistique : il endosse, notamment durant la chronique de Jean-Michel Apathie, une posture d'*overhearer* (Goffman, 1981), témoin des disqualifications portées contre un autre acteur politique. C'est le cas par exemple, lorsque devant Jean-Pierre Raffarin, Jean-Michel Apathie commente, images à l'appui, les apparitions publiques de Dominique de Villepin :

« Dès fois la politique, c'est amusant. Villepin déjeune avec Royal, il a son bâton de pèlerin. Qu'est-ce qu'il veut De Villepin ? C'est continuer à faire de la politique. Ecoutez ce qu'il dit (extrait à l'écran) : il se fout des régionales ».

Parmi les techniques argumentatives de disqualification utilisées plus spécifiquement par Jean-Michel Apathie, l'« argument de culpabilité par association » (Gauthier, 1995 : 179) tient une place de choix : il permet de « *discrediter l'adversaire en le rendant en quelque sorte responsable d'une action supposément répréhensible commise par une autre personne à laquelle on relie l'opposant* » (idem). En guise d'illustration, on mentionnera cette séquence où Bernard Kouchner est interpellé à propos du Ministre Éric Besson – que l'on voit, à l'image, conspué lors d'une visite dans un centre d'accueil pour réfugiés –, et sollicité à se prononcer sur les expulsions des immigrés clandestins décrétées par le gouvernement de l'époque. Les demandes d'appréciation, tout comme les mises en cause de la ligne de conduite des acteurs politiques, tendent à contraindre l'invité à prendre position et à se justifier, à l'instar de Bernard Kouchner qui rétorque:

« Attendez, attendez (...), je détestais l'immigration choisie, maintenant on a l'immigration concertée. C'est pas sympathique, je préférerais que les frontières soient ouvertes, mais on ne peut pas. On n'a pas à rougir de cette politique ».

Contrairement par ses fonctions ministérielles à défendre la politique du gouvernement, mais n'aspirant pas dans le même temps à renier publiquement ses principes, Bernard Kouchner doit composer avec ces tentatives de déstabilisation inhérentes à ces arguments *ad hominem*.

Une seconde stratégie d'argumentation *ad hominem* à visée disqualifiante et récurrente chez les journalistes du *GJ* consiste à démasquer les intentions présumées des acteurs politiques: ceux-ci, suspectés d'être dépourvus d'une ligne de conduite ou tenus pour incapables de traduire en acte leur discours, sont partie prenante d'un jeu politique perçu au prisme de « la » politique tacticienne, faite de conquêtes, d'alliances, de luttes et de positionnements partisans (*horse racing*). Avec cette modalité de cadrage, le discours d'information contribue non seulement à *définir un problème* ou à attribuer des responsabilités individuelles et collectives aux acteurs du jeu politique (Entman, 1993), mais aussi à suggérer des évaluations qui inscrivent les actions des acteurs politiques dans une grille de lecture moralisante.

En cela, *LGJ* semble être en mesure de fixer les cadres à partir desquels il propose aux téléspectateurs de juger ou d'évaluer un événement politique (ex. : la réunion du G8 et l'injection de fonds propres dans les banques par l'État, l'opération de séduction publique d'un élu, etc.). Evoquant par exemple le sommet du G8 et prenant appui sur une citation du Président Sarkozy, Jean-Michel Apathie soulève *in abrupto* la question des droits de l'homme en Chine :

« Vous savez Jean-Pierre Raffarin qu'est-ce qui se passe au Tibet. Vous êtes d'accord ?
On abandonne le Tibet ? ».

Dans ces grilles de lecture, « la » politique est présentée comme une suite de faux-semblants, de compromissions et de contradictions. Afin de soutenir un tel cadrage de la politique, l'un des *modus operandi* privilégié par Jean-Michel Apathie, consiste à basculer d'une énonciation à une autre en procédant à une *mise en abyme énonciative* : par celle-ci, une parole rapportée est commentée par le chroniqueur qui, à son tour, demande à l'élue de gloser l'énonciation-source attribuable à un autre acteur politique afin d'en apprécier les actions ou les dires.

Conclusion

Quel que soit leur positionnement sur l'échiquier politique, les acteurs politiques sont en situation d'injonction paradoxale dans *LGJ* : à la fois sommés de répondre au jeu directif de questions-réponses et d'interpellations mené par l'équipe de journalistes, ils sont aussi invités à se fondre dans le registre ludico-parodique qu'imposent les rubriques récréatives structurant ce *talk-show*. La posture de « performeur » adoptée par des journalistes prompts à légitimer leurs assertions en prenant appui sur la doxa, les sondages d'opinion et les « petites phrases » des politiques, suggère que ces derniers, fussent-ils ministres ou secrétaires d'État, perdent une partie de leur *magister dixit* en s'engageant dans ces prestations télévisuelles : le prestige et les précautions oratoires se rapportant à la fonction politique ne trouvent alors pas un terrain favorable sur le plateau du *GJ*, notamment parce que les invités politiques sont appelés à adopter tantôt un registre critique où ils sont pris à partie ou sollicités à prendre position,

tantôt un registre ironico-parodique où ils doivent faire preuve d'humour et adopter une posture de relâchement.

A cela s'ajoute le fait que dans *LGJ*, les images montées et le recours aux extraits de discours (les citations *in absentia* par écran interposé) tendent à décontextualiser le discours d'information, et permettent aux journalistes de faire des commentaires à visée disqualifiante qui portent moins sur la personne de l' élu politique que sur ses choix politiques, ses affiliations et l'orientation « idéologique » de sa classe politique d'appartenance. De fait, on retrouve dans cette émission certains ingrédients caractéristiques des dernières générations de *talk-shows*: familiarité, langue moins guindée, évitement des marques cérémoniales et insistance sur un *jeu de figuration*, par lequel le personnel politique a tout intérêt à faire valoir un *ethos* d'authenticité (franc-parler, sincérité) s'il entend satisfaire les attentes des publics *zappeurs*, notamment celles des jeunes et des téléspectateurs réfractaires aux formes traditionnelles de représentation télévisuelle du politique.

On dira que *LGJ* est sous-tendu par une double logique. Une *logique de proximation* adoptée par des élus en quête de popularité dans le contexte d'une crise de la représentation du politique et d'une défiance généralisée des publics, notamment populaires, à l'égard du personnel et des discours politiques ; une *logique de capture* de ces publics par une instance télévisuelle qui souscrit à des impératifs d'audience, afin de satisfaire tant les publics populaires, « gros » consommateurs de programmes télévisuels (Coulangeon, 2005), que les publics CSP+. En fin de compte, ce *talk-show* est parvenu à mettre en scène de nouvelles formes de médiatisation du jeu politique où s'entremêlent à la fois une exploitation « décalée » du filon *people* (*Le Petit Journal*) et un traitement plus sérieux et critique des actes et des discours des acteurs politiques.

Si la fragmentation en rubriques du *GJ* est un moyen d'éviter la confusion des genres, une telle mise en scène du politique permet d'exploiter la symbiose grandissante entre la

télévision et Internet (cf. le succès des sites de partage de vidéo en ligne), de valoriser le recours à la « preuve par l'image », et enfin de proposer des séquences d'interview « contraignantes » pour l'invité politique. Toutefois, à force de regarder et de commenter le monde politique par la lucarne de l'anecdote, des images officielles et d'autres *événements de parole* (citations, extraits, « petites phrases »), *LGJ* observe la politique au prisme de la représentation médiatisée des politiques et de leurs activités. Avec ce regard tautologique, les cadrages parodiques, ludiques et critiques de la politique proposés par Canal+ ne relèvent-ils pas finalement d'un artefact, par lequel les acteurs politiques finissent par être les « victimes » de leurs propres stratégies de mise en visibilité dans l'espace public ? Qui plus est, en s'accommodant du registre parodique et d'accepter cette hybridation propre au genre info-divertissement, les invités politiques adoptent des postures énonciatives connues d'avance, prévisibles et qu'ils maîtrisent. En cela, la scène d'interlocution du GJ donne lieu à un système « win-win » : alors que les journalistes parviennent à imposer leur cadrage aux acteurs politiques de premier rang, ces derniers, en acceptant une invitation sur le plateau de Michel Denisot, gagnent en visibilité auprès de publics qui leur échappent en partie dans les émissions politiques (les plus jeunes notamment) et parviennent souvent, au gré du calendrier politique, à imposer leur agenda aux premiers.

Références

- Amey P., 2009, *La parole à la télévision. Les dispositifs des talk-shows*, Paris, L'Harmattan, Coll. Communication et Civilisation.
- Antona M.-F., 1996, « Typologie des trilogues dans les émissions de plateau », pp. 186-199, in : Kerbrat-Orecchioni C. et Plantin C., dir., *Le trilogue*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon.

- Boltanski L, Darré Y. et Schiltz M.-A, 1984, « La dénonciation », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 51, pp. 3-40.
- Coulangeon P., 2005, *Sociologie des pratiques culturelles*, Paris, Éd. de La découverte, coll. « Repères ».
- Charaudeau P. et Ghiglione R., 1997, *La parole confisquée. Une genre télévisuel : le talk-show*, Paris, Dunod.
- Charaudeau P., (1983), *Langage et discours*, Paris, Hachette.
- Baumgartner J. et Morris S., 2006, « The Daily Show effect Candidate Evaluations, Efficacy and American Youth », *American Politics Research*, 34 (3), pp. 341-367.
- Darras E., 1995, « Le pouvoir médiocratique ? Les logiques du recrutement des invités politiques à la télévision », *Politix*, vol. 8, 30, pp. 183-198.
- Entman R., 1993, « Framing: Toward Classification of a Fractured Paradigm », *Journal of Communication*, 43 (4), pp. 51-58.
- François F., 1978, *La parole intermédiaire*, Paris, Seuil.
- Gamson, W., 1992, *Talking politics*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Gauthier G., 1995, « L'argumentation périphérique dans la communication politique. Le cas de l'argument *ad hominem* », *Hermès*, CNRS, 16, pp. 167-185.
- Goffman, E., 1981, *Façons de parler*, Paris, Éd. de Minuit.
- Goffman, E., 1974, *Les rites d'interaction*, Paris, Éd. de Minuit.
- Grésillon A. et Maingueneau D., 1984, « Polyphonie, proverbe et détournement », *Langage*, 73, pp. 112-125.
- Hall, E. T., 1984, *Le langage silencieux*, Paris, Broché, Le Seuil.
- Iyengar, S., 1991, *Is Anyone Responsible? How Television Frames Political Issues*, Chicago, University of Chicago Press.

- Le Foulgoc A., 2003, « 1990-2002 : une décennie de politique à la télévision française : du politique au divertissement », *Réseaux*, CNET, 118, 23-63.
- Leroux, P., 2001, « Le journalisme télévisé cible de la dérision. Le Journal de *CANAL International* », *Hermès*, 29, pp. 91-99.
- Leroux P. et Riutort P., 2012, « La parole politique à la télévision. Les dynamiques d'émergence de nouveaux régimes discursifs », pp. 41-58, in : Amey P. et Leroux P., dir., *L'échange politique à la télévision Interviews, débats et divertissements politiques*, Paris, L'Harmattan,
- Lochard G. et Soulages J.-C., 2003, « La parole politique à la télévision: du logos à l'ethos », *Réseaux*, CNET, 118, pp. 65-95.
- Nel N., 1990, *Le débat télévisé*, Paris, Armand Colin.
- Neveu E., 2003 « De l'art et du coût d'éviter la politique. La démocratie du talk-show version française (Ardisson, Drucker, Fogiel) », *Réseaux*, CNET, 134, pp. 95-134.
- Rouquette S., 2002, *Vie et mort des débats télévisés. 1958-1990*, Bruxelles, INA de Boeck.